



► **Emploi
et questions
sociales dans le monde**

Tendances 2025

La croissance de l'emploi reste stable, mais la résilience du marché du travail est mise à l'épreuve.

En 2024, l'emploi mondial a progressé au rythme de l'augmentation de la population active, ce qui a permis de maintenir le taux de chômage à 5 pour cent, soit un niveau similaire à celui de 2023.

La croissance de l'emploi est toutefois restée trop faible pour avoir une véritable incidence sur les déficits persistants de travail décent dans le monde. Ce sont surtout les jeunes qui demeurent confrontés à des taux de chômage beaucoup plus élevés, aux alentours de 12,6 pour cent, sans voir de signes d'amélioration. En outre, l'informalité et la pauvreté au travail ayant retrouvé leurs niveaux antérieurs à la pandémie, la reprise de l'emploi a perdu une grande partie de sa capacité à générer davantage de progrès et à combler le retard pour atteindre les cibles des objectifs de développement durable (ODD). La résilience des marchés du travail est mise à l'épreuve en raison des perspectives économiques et sociales très incertaines, marquées par des tensions géopolitiques, les coûts croissants du changement climatique et les risques en suspens liés à la dette souveraine. Les pays à faible revenu, où les progrès en matière de création de travail décent sont les plus lents, s'avèrent particulièrement vulnérables.

La reprise économique s'essouffle...

L'économie mondiale continue de croître à un rythme modéré, mais elle devrait s'essouffler progressivement, empêchant une reprise plus forte et plus durable du marché du travail.

La croissance économique s'est élevée à 3,2 pour cent en 2024, contre 3,3 pour cent en 2023 et 3,6 pour cent en 2022. Une expansion similaire est attendue en 2025, suivie d'une décélération progressive à moyen terme. Le ralentissement rapide de l'inflation et la forte croissance dans quelques grands centres économiques ont aidé l'économie mondiale à se stabiliser. Cependant, le contexte est devenu défavorable à mesure que les tensions géopolitiques se sont accrues et que les politiques monétaires et budgétaires sont revenues aux positions qui étaient les leurs avant la pandémie. Les évolutions démographiques dans les pays avancés et dans certaines grandes économies émergentes continuent à produire leurs effets, alors que les pénuries de main-d'œuvre se sont quelque peu atténuées sans complètement disparaître. La rétention de main-d'œuvre reste particulièrement élevée dans les pays européens, ce qui empêche un retour plus rapide aux tendances antérieures à la pandémie. Les taux d'investissement ont de nouveau chuté et les hausses des prix de l'énergie ont pesé sur la production industrielle. Sauf en Amérique du Nord, la croissance de la productivité ne montre aucun signe d'accélération malgré des avancées technologiques majeures, notamment dans les technologies de l'information et la recherche médicale.

... ce qui a permis de réduire l'inflation...

Sous l'effet du fléchissement de la croissance, les taux d'inflation ont diminué en 2024, se rapprochant des taux cibles fixés par la majorité des banques centrales. Les taux directeurs ont recommencé à baisser, après avoir atteint des niveaux jamais observés depuis les années 1980. Après avoir mal anticipé les goulets d'étranglement au niveau de l'offre dus à la pandémie, les banques centrales ont réussi à faire reculer l'inflation sans

provoquer de forte récession sur les marchés du travail. Néanmoins, les niveaux de prix restent élevés et l'inflation n'a pas encore baissé jusqu'aux taux cibles dans la plupart des pays développés. Cependant, un nouveau resserrement, en particulier de la part des autorités budgétaires, risquerait d'entraîner de graves perturbations sociales, comme certains pays à forte inflation en ont récemment fait l'expérience en tentant de la juguler.

... mais empêche les salaires réels de se redresser.

Bien que les taux d'inflation aient baissé, la croissance des salaires n'a pas totalement rattrapé la perte de revenus liée à la pandémie, en partie en raison de la faible croissance de l'emploi. Le chômage mondial est resté stable, mais la croissance des salaires réels ne s'est intensifiée que dans quelques économies avancées où la demande de main-d'œuvre est particulièrement forte. Dans la plupart des pays, les salaires réels n'ont pas permis de récupérer les pertes subies pendant les années de pandémie et l'épisode inflationniste qui a suivi.

La faiblesse de la croissance des salaires réels s'explique en partie par le transfert du pouvoir sur le marché du travail vers les employeurs au cours de la dernière décennie. Dans les pays pour lesquels des données sont disponibles, la concentration croissante du marché est corrélée à un transfert du pouvoir sur le marché du travail des travailleurs vers les employeurs, avec des effets particulièrement néfastes pour les groupes vulnérables et les jeunes. Plus précisément, la concentration du marché du travail semble avoir contribué à accélérer l'automatisation sans pour autant améliorer la productivité du travail.

Le taux d'activité continue de baisser, au détriment des jeunes.

Le taux d'activité a légèrement reculé, ce qui a pesé sur la croissance de l'emploi. Il existe de grandes différences entre les pays à faible revenu, où les taux d'activité ont baissé de manière générale, et les pays à revenu élevé, où ils ont augmenté, en particulier chez les travailleurs âgés et les femmes. L'augmentation de la participation des personnes âgées au marché du travail dans les économies avancées a contrebalancé le vieillissement de la population en âge de travailler, ce qui a permis au taux d'activité global d'augmenter de près de 1 point de pourcentage au cours des dix dernières années dans ce groupe de pays, alors que le taux d'activité a baissé dans l'ensemble du monde.

Les écarts entre le taux d'activité des hommes et celui des femmes restent importants, puisque beaucoup moins de femmes que d'hommes participent au marché du travail, ce qui signifie que

les pays se privent d'un fort potentiel d'amélioration du niveau de vie. Lorsque les écarts se sont réduits, ce n'est souvent pas en raison d'une meilleure participation des femmes, mais d'une baisse continue des taux d'activité des hommes, en particulier des jeunes. Malheureusement, ce recul du taux d'activité des jeunes hommes n'est pas entièrement dû à l'augmentation des niveaux d'éducation. En effet, le taux de jeunes hommes sans emploi et ne suivant ni études ni formation (ce que l'on appelle les «NEET») a augmenté ces dernières années par rapport aux moyennes passées. Dans les pays à faible revenu en particulier, le taux de NEET des jeunes hommes a augmenté de près de 4 points de pourcentage par rapport à la moyenne historique, les laissant moins bien préparés au marché du travail et plus vulnérables aux chocs futurs.

Le déficit mondial d'emplois s'est réduit...

Avec des taux de chômage stables, le déficit mondial d'emplois s'est élevé à 402,4 millions en 2024 selon l'estimation sommaire du BIT pour le nombre total d'emplois manquants.

Le déficit d'emplois concerne quelque 186 millions de chômeurs, 137 millions de personnes qui font partie de la main-d'œuvre potentielle, principalement des travailleurs découragés, et

environ 79 millions de personnes qui aimeraient travailler mais ont des obligations, telles que la garde d'enfants, qui les empêchent d'exercer une activité professionnelle. Dans un contexte de déclin progressif du taux d'activité, le déficit d'emplois a poursuivi sa tendance à la baisse antérieure à la pandémie, mais devrait se stabiliser au cours des deux prochaines années.

... mais peu de progrès ont été enregistrés pour surmonter les déficits de travail décent.

D'autres indicateurs sociaux n'ont guère montré de signes d'amélioration depuis 2015. Même si elle recule au niveau mondial, la pauvreté au travail persiste dans les pays à faible revenu, et ses formes extrêmes touchent 240 millions de travailleurs, soit 7 pour cent de la main-d'œuvre mondiale. L'informalité perdure et reste élevée dans de nombreuses régions du monde; plus de la moitié de la main-d'œuvre mondiale n'est

pas correctement couverte par des dispositifs de sécurité sociale, une protection juridique ou des mesures de sécurité sur le lieu de travail. Les inégalités se sont accrues. Les baisses de la pauvreté au travail et de l'informalité se sont concentrées dans quelques pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est et d'Amérique latine. De nombreux autres pays n'ont connu qu'une réduction limitée et continuent de lutter pour faire du travail décent une réalité.

Une croissance plus rapide de la productivité est nécessaire pour corriger les déficits de travail décent.

Le ralentissement de la croissance de la productivité demeure l'une des entraves principales à l'élargissement des possibilités de travail décent. Comme l'ont souligné les précédents rapports *Emploi et questions sociales dans le monde*, la croissance de la productivité a retrouvé sa tendance séculaire à la baisse, après une brève fluctuation durant la pandémie. La croissance mondiale de la productivité du travail a reculé d'un demi-point de pourcentage par rapport à la moyenne à long terme antérieure à la pandémie. De nombreux pays qui n'ont pas encore atteint la catégorie à revenu élevé ont vu ce taux de croissance chuter rapidement.

Les pays cherchent comment faire face à ce ralentissement. Il est en partie lié à un ralentissement de la transformation structurelle vers l'industrie manufacturière et les services à forte productivité. En outre, la croissance de la productivité au sein des secteurs a également fléchi, en particulier dans les services industriels et

modernes, malgré des investissements importants dans la robotisation au cours de la dernière décennie. Les grandes puissances industrielles sont confrontées à de sérieuses difficultés dans la poursuite de leur croissance industrielle. Les prix élevés (et croissants) de l'énergie résultant des conflits internationaux et de la transition énergétique ne sont qu'une partie du problème, puisque la faiblesse de la production industrielle est antérieure aux difficultés récentes. Dans le même temps, les services productifs s'efforcent de combler le déficit laissé par l'industrie. Plus que l'industrie, les services (modernes), comme les services aux entreprises et les technologies de l'information et de la communication (TIC), dépendent d'une main-d'œuvre bien formée et d'infrastructures publiques bien entretenues. En l'absence de main-d'œuvre qualifiée et d'infrastructures développées, d'importantes inégalités spatiales apparaissent et empêchent une croissance plus équitable sur l'ensemble du territoire d'un pays.

Même dans les pays qui ont entrepris une transformation vers l'industrie manufacturière et les services modernes tels que les TIC et les services aux entreprises, les inégalités n'ont pas systématiquement reculé. Ces inégalités spatiales au sein des pays peuvent expliquer l'absence de convergence des niveaux de vie et de l'emploi productif entre les économies en développement et les économies avancées. Dans de nombreuses économies émergentes et en développement, l'industrie manufacturière et les services modernes n'ont pas de retombées suffisantes pour générer des emplois productifs en dehors de quelques centres d'activités avancés. En l'absence d'investissements suffisants dans les infrastructures, d'une éducation de qualité et d'autres services publics, quelques agglomérations à forte productivité se retrouveront engorgées et ne généreront pas de retombées positives sur l'ensemble du territoire national.

Pour distribuer plus largement les fruits du développement, des pays se sont penchés sur le rôle des politiques industrielles. Avec l'essor rapide des nouvelles technologies numériques, de nombreux pays tentent d'exploiter le potentiel de développement de l'intelligence artificielle en concevant – et souvent en mettant en œuvre – des politiques industrielles spécifiques axées sur les écosystèmes numériques locaux. Toutefois, compte tenu des besoins importants en matière de compétences et d'infrastructures numériques ainsi que des coûts énergétiques, peu de pays et de juridictions sont en mesure de tirer parti de la dimension à forte valeur ajoutée de l'économie numérique. En revanche, dans de nombreux pays, notamment dans certains des pays numériquement avancés d'Asie du Sud-Est, de plus en plus de travailleurs sont happés par le travail de données et à la tâche par l'intermédiaire de plateformes en ligne, où ils sont confrontés à des conditions de travail moins bonnes et à des perspectives d'évolution professionnelle plus limitées.

La transition verte offre de nouvelles possibilités d'emplois décents.

L'augmentation des investissements destinés à accélérer la transition vers les énergies et la mobilité vertes a incité les décideurs politiques à orienter leurs politiques industrielles vers ces domaines. Depuis 2023, le nombre d'emplois dans les énergies renouvelables a de nouveau augmenté pour atteindre 16,2 millions, soit plus de la moitié de tous les emplois dans le secteur de l'énergie et des services de distribution. Les subventions massives et l'expansion des infrastructures publiques relatives aux bornes de recharge et au réseau électrique ont contribué à l'essor de la production d'énergie solaire et d'hydrogène, ce

qui a favorisé une hausse rapide du nombre de véhicules électriques. Cependant, la création d'emplois dans la production d'énergie renouvelable est inégalement répartie dans le monde. Près de la moitié des nouveaux emplois verts ont été créés en Asie de l'Est, tandis que les autres économies en développement et émergentes n'ont guère bénéficié d'emplois décents. L'Amérique du Nord ainsi que l'Asie et le Pacifique ont attiré la majeure partie des créations d'emplois dans le domaine des énergies renouvelables, la Chine représentant à elle seule 46 pour cent de l'ensemble des emplois dans ce secteur.

Des solutions innovantes seront nécessaires pour accélérer les progrès vers la justice sociale et les ODD.

De nouveaux moyens de mobiliser les importants fonds privés disponibles au bénéfice du développement économique local doivent être envisagés. L'une des voies possibles, en particulier pour les pays à faible revenu, est de tirer parti des envois de fonds considérables et croissants des émigrés. Certains pays d'Afrique subsaharienne ont commencé à étudier la possibilité de recourir aux fonds de la diaspora dans le cadre de leurs mesures visant à renforcer le financement des soins de santé pendant la pandémie. Étant donné que les économies développées feront probablement de plus en plus appel aux travailleurs migrants réguliers en provenance des pays en développement, les transferts de fonds – qui constituent déjà les fonds privés les plus importants, devant les investissements directs étrangers – pourraient prendre davantage d'ampleur. Non seulement les flux entrants de fonds privés par le biais des envois de la diaspora soulèvent des défis macro-économiques pour les pays bénéficiaires, mais ils sont souvent utilisés uniquement à des fins de consommation ou d'investissement improductif. La création de mécanismes visant à les consolider dans un fonds aiderait les pays à promouvoir les investissements du secteur privé.

Le travail décent et l'emploi productif demeurent la clé de voûte des ODD d'ici à 2030. Pourtant, les progrès ont marqué le pas au cours des dix dernières années et, bien que la croissance économique se soit avérée solide à l'échelle mondiale, des signes de faiblesse et d'incertitude commencent à réapparaître, en particulier dans les pays à faible revenu. Le présent rapport met en évidence les principaux goulets d'étranglement qui entravent l'accélération de la transformation structurelle, y compris dans certaines économies avancées où un secteur des services productifs plus important serait bénéfique. Les inégalités spatiales élevées et croissantes au sein des pays semblent indiquer que les travailleurs se heurtent à des obstacles qui les éloignent des possibilités d'emplois mieux rémunérés et avec de meilleures conditions de travail. En outre, la concentration du marché du travail empêche les nouvelles technologies de stimuler la croissance de la productivité, en particulier dans les petites et moyennes entreprises, limitant ainsi le potentiel d'accélération de la croissance des salaires, d'amélioration des conditions de travail et de réduction de l'informalité. Enfin, les goulets d'étranglement résultant de l'absence de transformation structurelle doivent être éliminés, notamment en proposant aux jeunes les compétences et l'éducation dont ils ont besoin pour réussir sur le marché du travail.

Faire avancer la justice sociale, promouvoir le travail décent

L'Organisation internationale du Travail est l'institution des Nations Unies spécialisée dans les questions liées au monde du travail. Elle rassemble gouvernements, employeurs et travailleurs autour d'une approche de l'avenir du travail centrée sur l'humain, en soutenant la création d'emplois, les droits au travail, la protection sociale et le dialogue social.

ilo.org

Organisation internationale du Travail
Route des Morillons 4
1211 Genève 22
Suisse